

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'intervention militaire française en Centrafrique, à Bangui le 10 décembre 2013.

Amiral,

Mon Général,

Officiers, Sous-officiers, Soldats,

Je viens de me recueillir devant les dépouilles mortelles de vos camarades Antoine LE QUINIO, 22 ans, Nicolas VOKAER, 23 ans, qui sont tombés au combat dans une opération, la nuit dernière dans les rues de Bangui.

Marsouins, parachutistes du 8ème RPIMA de Castres, ils avaient rejoint la Centrafrique samedi conformément aux ordres que j'avais donnés dans le cadre de l'opération Sangaris.

Je m'incline devant leur sacrifice. J'exprime à leur famille la solidarité de la Nation. Je partage avec vous leur chagrin. Je mesure en cet instant-même, en vous regardant, votre émotion.

Antoine et Nicolas sont morts pour la France, pour une noble et belle mission. Ils ont donné leur vie pour en sauver d'autres. Car tel est le sens de votre présence ici en Centrafrique, sauver des vies !

Vous agissez dans le cadre d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a donné mandat à une force africaine pour rétablir l'ordre, la sécurité dans un pays meurtri, pour également protéger les populations et pour permettre la transition démocratique, c'est-à-dire, un jour, qui doit être proche, la tenue d'élections.

La France a décidé de soutenir cette force et c'est pourquoi vous êtes ici. Il était temps d'agir. Il allait bientôt être trop tard. Ici-même à Bangui, près de 400 personnes ont été tuées en deux jours la semaine dernière. Le bilan n'est sans doute pas complet. Depuis des semaines des massacres étaient perpétrés, des violences affreuses étaient commises à l'égard des femmes et des enfants. Les affrontements prenaient et prennent encore une dimension religieuse avec le risque d'aboutir à une guerre civile.

Il n'était plus temps de tergiverser, plus temps de s'interroger sur l'opportunité ou même la durée de cette opération. Il fallait tout simplement et j'en ai pris moi-même la décision oui, tout simplement intervenir pour sauver autant de vies qu'il était possible et prévenir les carnages qui s'annonçaient.

C'était le devoir de la France. C'est aussi son droit puisqu'elle est soutenue par l'ensemble de la communauté internationale, par l'ensemble des pays africains.

Samedi dernier, les dirigeants de toute l'Afrique étaient à Paris, préparant des décisions pour qu'un jour l'Afrique puisse assurer elle-même sa sécurité. Que nous disaient-ils ces chefs d'Etat ou de Gouvernement de toute l'Afrique, dans sa diversité ? Que la France vienne, que la France soit là, que la France soit présente, pour la Centrafrique et pour permettre que des vies humaines puissent être sauvées.

Vous êtes ici rassemblés, représentant la force sous l'autorité et le commandement de votre Général que je salue. Vous êtes ici 1 600 en Centrafrique. Vous n'avez pas vocation à être plus nombreux dans les semaines qui viennent car vous accompagnez une force africaine qui elle, sera de plus en plus nombreuse. Elle est aujourd'hui d'un effectif de 3 000. Il est aussi sûr que cette

de plus en plus nombreuses. Les objectifs ne sont pas les mêmes, mais ces questions que cette force atteindra 6 000 soldats dans peu de semaines.

Quel est votre objectif ? Votre objectif est de désarmer les milices et les groupes, de les cantonner et d'éviter les affrontements. C'est une tâche périlleuse. La mort d'Antoine LE QUINIO et de Nicolas VOKAER nous le rappelle douloureusement. Le danger est là, partout. Trop d'armes circulent dans ce pays, trop de haines se sont accumulées, trop de vengeances se sont entretenues. Alors c'est vous, vous soldats français, qui incarnez l'ordre mais également la délivrance.

Soyez fiers, et vous pouvez l'être, d'être accueillis par une population africaine, une fois encore, comme des libérateurs. J'ai vu ces images à la télévision, de ces femmes, de ces enfants qui balayaient la route pour que vos véhicules aillent plus vite pour rejoindre Bangui et qui vous faisaient des signes qu'il était temps que vous arriviez.

Je connais vos qualités professionnelles, vos qualités humaines aussi. Vous en avez fait la preuve sur de nombreux théâtres, les uns, les autres. Encore récemment au Mali.

Partout, c'est vous qui avez ramené sur ces opérations la paix civile et porté assistance aux plus fragiles, aux plus démunis, aux plus faibles. La France, ici en Centrafrique, ne recherche aucun intérêt pour elle-même, n'a aucun avantage à tirer d'une présence, ne prétend d'ailleurs à aucune influence injustifiée. La France entend simplement porter secours à une population menacée par des bandes sans scrupules et des groupes sans morale. Ceux-là même que vous devez désarmer. La France vient défendre avec vous la dignité de la vie humaine.

Je connais les questions qui, dans ces circonstances, sont toujours posées. La première, c'est pourquoi nous sommes les premiers, nous la France, à venir soutenir un pays en détresse. Mais nous sommes les premiers parce que nous sommes la France. Oui, la France, avec son histoire, avec ses valeurs, avec ses principes, avec son armée, avec ses capacités.

Et loin de nous affliger cette situation d'être les premiers, nous devons être fiers que la France soit une nouvelle fois attendue et espérée. Oui, fiers que l'on puisse regarder l'arrivée de troupes françaises comme une aspiration, comme une libération. Nous montrons aussi l'exemple et, ici en Centrafrique, les Européens vont bientôt nous rejoindre. Ils mettent déjà à disposition des moyens matériels, une logistique, apportent des financements, et notamment à cette force africaine. Bientôt, vous serez intégrés dans ce que l'on appelle une force de maintien de la paix sous la responsabilité des Nations unies. Voilà ce qu'aura permis la France, être les premiers pour sauver.

Puis, une autre question est posée, elle est légitime, c'est la durée de notre présence. Combien de temps allez-vous rester ? Nous avons une obligation : intervenir vite et fort. C'est ce que vous avez fait. Ensuite, il nous reviendra, avec la force africaine, qui va elle-même monter en régime, de désarmer les groupes, de rétablir l'autorité civile et de préparer la transition politique, les élections. Nos effectifs, à ce moment-là, pourront être progressivement réduits.

Si je prends une comparaison, et elle doit être forcément prudente, avec ce que nous avons fait au Mali lorsque j'avais pris la décision, c'était le 11 janvier, personne ne pensait qu'il serait possible d'organiser des élections sept mois plus tard. Un Président a été élu dans des conditions transparentes. En ce moment-même se tient le second tour des élections législatives au Mali. Nos effectifs vont être réduits. Il en sera de même pour la Centrafrique. Grâce à votre courage, grâce à votre action, nous aurons sécurisé ce pays. La force africaine prendra le relais et il ne sera plus besoin d'avoir un niveau de présence comme nous le connaissons aujourd'hui.

Cet après-midi-même, conformément à la Constitution de la République, le Parlement a été informé de la situation en Centrafrique. Il aura à se prononcer dans quatre mois sur le maintien de nos troupes ici, en fonction de la situation.

Mais, d'ores et déjà, je sais que les principales forces politiques de notre pays appuient la décision que j'ai prise et dont j'assume la responsabilité. Je tenais, ici, à les en remercier.

Les Français eux-mêmes sont derrière vous parce que vous êtes l'armée, parce que vous êtes la France. C'est vrai qu'il y en a qui doutent, qui se posent eux-mêmes un certain nombre de questions. Je veux leur dire que dans ces moments difficiles, la France doit plus que jamais rester la France, être la France, c'est-à-dire celle que l'on appelle, que l'on espère, que l'on attend, celle

qui libère, celle qui donne des droits, celle qui permet l'expression des peuples.

C'est pourquoi, grâce à vous, la France compte dans le monde. Non pour le conserver tel qu'il est avec ses injustices et ses violences, mais pour le faire avancer vers la démocratie, vers le droit des peuples et vers l'égalité auxquels les femmes et les hommes de tout pays aspirent.

Avant de vous retrouver, ici en Centrafrique, je participais avec le ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, la Garde des Sceaux, Christiane TAUBIRA, avec des nombreuses personnalités, y compris l'ancien Président Nicolas SARKOZY, à l'hommage rendu, en Afrique du Sud, à la grande et belle figure de Nelson MANDELA. Je veux retenir un des messages qu'il nous laisse en cet instant : ce qu'il y a de plus difficile à réaliser, ce n'est pas de faire cesser un conflit, ni même d'abattre une dictature. Ce qu'il y a de plus difficile à faire, c'est de réconcilier un peuple qui s'est déchiré.

C'est la mission qui est la vôtre. Nous devons réussir cette mission. La réussir, pour l'avenir de la Centrafrique. La réussir, pour l'honneur de la France. La réussir, pour la mémoire d'Antoine LE QUINIO et Nicolas VOKAER. La réussir, pour ce que nous avons à faire, ce que vous avez à réaliser, c'est-à-dire la mission qui vous a été confiée par les Nations unies, par l'Afrique, par la France. Cette mission est belle, elle et la vôtre, elle est grande et je suis sûr de votre succès. Vive la République et vive la France.